

# Société

## Habyarimana tué par les siens ?

Tshitenge Lubabu M.K.

Jeune Afrique, 12 janvier 2010

**Un rapport d'enquête rwandais sur l'assassinat de l'ancien chef de l'État conclut à la responsabilité des extrémistes hutus de son propre camp.**

Certains croyaient pouvoir affirmer que l'attentat perpétré dans la nuit du 6 avril 1994 contre l'avion du président Juvénal Habyarimana, alors qu'il se préparait à atterrir à l'aéroport de Kigali, était l'œuvre du Front patriotique rwandais (FPR, actuellement au pouvoir). Telle est du moins la conviction du juge français Jean-Louis Bruguière, qui a délivré des mandats d'arrêt contre neuf hauts responsables rwandais soupçonnés d'être impliqués dans cet attentat. Cette thèse vient d'être contredite par le rapport publié par le « Comité indépendant d'experts », créé par le gouvernement rwandais en avril 2007 pour « *établir la vérité sur les circonstances du crash de l'avion Falcon 50 immatriculé 9XR-*

*NN* ». Selon cette équipe de sept membres – tous Rwandais – dirigée par Jean Mutsinzi, président de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, et ancien président de la Cour suprême du Rwanda, l'attentat (c'est le terme utilisé) a été perpétré par des extrémistes du camp de Habyarimana. Pour arriver à cette conclusion, le Comité Mutsinzi a enquêté pendant deux ans, consulté de nombreux documents inédits et interrogé plus de 500 personnes.

### Expertise britannique

Mais qui a donc tiré ces fameux missiles Sam 16 ? Et d'où ? Un commando du FPR, à partir des locaux du Conseil national de développement (CND), sur la colline de Masaka ? Non, répondent les membres du Comité Mutsinzi, confortés par une enquête menée sur le terrain

par deux experts de l'université de Cranfield et de l'Académie militaire du Royaume-Uni. D'après cette expertise, basée notamment sur l'audition de plusieurs témoins et l'analyse d'éléments matériels disponibles, les missiles ont vraisemblablement été tirés du camp militaire de Kanombe, dans la zone de l'aéroport. Au moment des faits, ce camp était sous le contrôle des Forces armées rwandaises (FAR). Plusieurs témoins – militaires, agents en poste à l'aéroport, voisins, etc. – ont déclaré aux enquêteurs que les tirs ne pouvaient provenir d'ailleurs que du camp de Kanombe. Et que, après l'attentat, l'attitude de beaucoup de membres des forces armées et d'hommes du sérail prouvait qu'un plan venait d'être exécuté.

Pour les auteurs de l'enquête, c'est la décision prise par Juvénal Habyarimana de procéder à l'installation des institutions de la transition conformément aux Accords d'Arusha qui a scellé son destin. Il devait passer à l'acte juste après son retour de Dar es-Salaam. Cette initiative, qui devait

se concrétiser par un partage du pouvoir avec l'opposition et, par conséquent, la perte des privilèges pour beaucoup de ses proches et alliés, n'a pas plu aux faucons. À la tête de ceux-ci, un homme, le colonel Théoneste Bagosora, ancien commandant du camp de Kanombe et, à l'époque des faits, tout-puissant directeur de cabinet du ministre de la Défense. C'est lui qui aurait préparé une partie du plan : l'élimination physique de Habyarimana, la confiscation du pouvoir par les militaires et le génocide.

Depuis 1994, c'est la première fois qu'une enquête qui ne se base pas que sur des témoignages, le plus souvent aléatoires, aboutit. Pendant quinze ans, malgré l'existence de preuves, personne n'a voulu, à commencer par l'Organisation des Nations unies (ONU), chercher à comprendre ce qui s'était vraiment passé le 6 avril 1994. Et qui a déclenché le génocide. Même si le Comité Mutsinzi estime que, attentat ou pas, le projet de massacrer les Tutsis et les Hutus opposés à la politique de Habyarimana aurait de toute façon été mis à exécution.